

Proposition Marini pour lutter contre le surendettement: ne pouvait-on pas aller plus loin ?

Le sénateur UMP Philippe Marini vient de déposer une proposition de loi visant à limiter la distribution abusive des crédits contre le surendettement.

6 mesures-phares :

- Les publicités pour des crédits à la consommation devront informer les consommateurs des risques liés à un emprunt mal maîtrisé. Particulièrement visés les crédits renouvelables et les opérations de rachat de crédits, qui consistent à regrouper en un seul prêt tous ses crédits.
- Les publicités pour ce type de prêts ne pourront plus mentionner qu'ils «sont de nature à faciliter la gestion du budget de l'emprunteur».
- Un délai de huit jours serait imposé entre la demande de prêt (avec simulation) et la signature du contrat.
- Le démarchage devrait également être interdit.
- Par ailleurs, il sera interdit, pour tous les types de crédits à la consommation, «de lier dans les publicités l'offre préalable de crédit et l'offre de lots promotionnels».
- La proposition de loi stipule enfin d'interdire la vente de crédits renouvelables dans les grandes surfaces.

« « Si cette proposition de loi part d'une bonne intention, on peut regretter que la seule mesure réellement efficace n'ait pas été évoquée. En effet, pour lutter efficacement contre le surendettement, il suffirait de créer un **fichier positif**. Ce fichier serait consultable par tous les organismes de crédits lors d'une nouvelle demande de crédit, et spécifierait le nombre des crédits encore en cours dans d'autres organismes, de l'emprunteur qui effectue une nouvelle demande » explique Geoffroy Bragadir, Fondateur d'Empruntis.com. « Mais la CNIL en voulant protéger les libertés individuelles a interdit cette mesure : le surendettement a donc encore de beaux jours devant lui. » ajoute Geoffroy Bragadir.